

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1921-1922.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT.

ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE PASTEUR. — Voir *Budgets*.

ARMÉE. — Contingent pour 1922. — Projet de loi (n° 9). — Rapport de la Commission, par M. le baron d'Huart (n° 11).

Projet de loi modifiant à nouveau l'article 18 de la loi du 18 mars 1838, portant organisation de l'École militaire. — Rapport de la Commission, par M. Pastur (n° 150).

Avancement des chefs de musique. — Rapport de la Commission, par M. Pastur (n° 151).

Emploi des fonds ayant servi au paiement de la rémunération en matière de milice, depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 30 septembre 1920. — Rapport de la Commission, par M. Serruys (n° 160).

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Rapport complémentaire de la Commission, par M. le baron Orban de Xivry et Tableau synoptique du projet et des amendements (n° 22). — Amendement présenté par MM. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et le vicomte Vilain XIII (n° 25). — Amendements présentés par M. Huisman-Van den Nest, par le Gouvernement, par M. Martens et par MM. Bauduin et consorts (n° 26). — Amendement à l'article 11 présenté par le Gouvernement (n° 31). — Deuxième rapport complémentaire, par M. le baron Orban de Xivry et amendements proposés par la Commission (n° 38). — Texte adopté au premier vote (n° 41).

ASSURANCES SUR LA VIE. — Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. — Projet de loi présenté par le Gouvernement (n° 78).

BAIL A LOYER. — Projet de loi suspendant temporairement certaines actions et exécutions en matière de bail à loyer (n° 90). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 91).

BIENFAISANCE PUBLIQUE. — Voir *Assistance publique*.

BOIS ET FORETS. — Projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1923 les dispositions de la loi du 28 janvier 1921, déjà prorogées par la loi du 28 octobre 1921 (n° 194). — Rapport de la Commission, par M. Limage (n° 199).

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur le budget général de 1922, autorisation pour la perception des impôts et dispositions diverses. — Projet de loi (n° 5). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 7).

Crédits provisoires à valoir sur le Budget général, autorisation pour la perception des impôts et dispositions diverses. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 63).

Régularisations et crédits supplémentaires au budget général de l'exercice 1921 et à des budgets de l'exercice 1922. — Projet de loi (n° 167). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 181.)

Crédit supplémentaire au Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour organiser en Belgique la célébration du centième anniversaire de la naissance de Pasteur. — Proposition de loi présentée par M. Feron (n° 186).

Budget des Affaires économiques pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 118). — Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pélichy (n° 115).

Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre des Représentants (n° 79.) — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 70).

Budget de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'exercice 1922, déposé par le Gouvernement (n° 21). — Amendements présentés par le Gouvernement (n°s 39 et 61). — Rapport de la Commission sur le Budget de l'Agriculture, par M. Limage (n° 43). — Rapport de la Commission sur le Budget des Travaux publics, par M. Coppieters (n° 54).

Budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 92). — Rapport de la Commission, par M. Hicguet (n° 107).

Budget des Colonies pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 105). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 112).

Budget de la Défense nationale pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 110). — Rapport de la Commission, par M. Gillain (n° 95).

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 130). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 135).

BUDGETS. — Budget des Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 123). — Rapport de la Commission spéciale, par M. Beauduin (n° 142).

Budget des Dotations pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 128). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 102).

Budget des Finances pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 119). — Rapport de la Commission, par M. Van Overbergh (n° 132).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 109). — Rapport de la Commission, par M. Gillain (n° 96).

Budget de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 100). — Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier (n° 106). — Amendement présenté par MM. Coppieters et consorts (n° 114).

Budget de l'Intérieur et Hygiène pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 75). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 85).

Budget de la Justice pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 72). — Rapport de la Commission, par M. Carton (n° 80).

Budget des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 116). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 139).

Budget des Recettes et des Dépenses de Ravitaillement pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 127). — Rapport de la Commission, par M. V. Carpentier (n° 131).

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 126). — Rapport de la Commission spéciale, par M. le baron de Mévius (n° 137).

Budget des Recettes et Dépenses pour ordre de l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 117). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 140).

Budget des Sciences et Arts pour l'exercice 1922. — Projet de loi déposé par le Gouvernement (n° 21, VII). — Rapport de la Commission, par Mme Spaak (n° 59). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 133). — (Le rapport de la Commission n'a pas été imprimé).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1922. — Projet de loi adopté par la Chambre (n° 129). — Rapport de la Commission par M. le baron de Mévius (n° 136).

CAISSE NATIONALE AUTONOME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS. — Proposition de loi sur les retraites, pensions et invalidité en faveur des ouvriers mineurs et de leurs veuves, ainsi que sur les allocations à leurs orphelins, présentée par M. Lombard (n° 185).

CHASSE. — Projet de loi relevant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse et de chasse au lévrier, et instituant un permis de tenderie aux oiseaux ainsi qu'une taxe sur les établissements de canardières. — Projet de loi (n° 166). — Rapport de la Commission, par M. du Four (n° 173).

CHEMINS DE FÉR. — Proposition de loi accordant aux aveugles voyageant sur les chemins de fer de l'État, le droit au transport gratuit pour la personne qui les accompagne, présentée par M. Van Fleteren (n° 143). — Rapport de la Commission, par M. Guyaux et texte proposé par la Commission (n° 149). — Amendement présenté par MM. le baron de Moffarts et Arm. Hubert (n° 179).

CHÈQUES. — Voir *Code de commerce*.

CODE CIVIL. — Proposition de loi sur le travail, l'industrie et le commerce de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage, présentée par M. Wittemans (n° 76).

Projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 9, 10, 11, 12 et 14 de la loi du 25 Ventôse an XI, et les articles 154, 971, 972, 974, 975 et 980 du Code civil (n° 82). — Rapport de la Commission, par M. Du Bost et amendements proposés par la Commission (n° 121). — Amendement présenté par M. Poelaert (n° 144).

CODE DE COMMERCE. — Encaissement des effets de commerce au moyen de chèques. — Proposition de loi présentée par M. Liebaert (n° 97).

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. — Proposition de loi accordant une indemnité aux victimes de la détention préventive, présentée par M. Deswarte (n° 197).

CODE ÉLECTORAL. — Établissement des listes électorales de la commune de La Calamine. — Rapport de la Commission, par M. Mahieu (n° 153).

Dérogation pour 1922 aux articles 53 et suivants du Code électoral. — Projet de loi (n° 158). — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 162).

CODE PÉNAL. — Projet de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal et réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle, adopté par la Chambre (n° 156).

COMMUNES. — Association de communes dans un but d'utilité publique. — Rapport de la Commission, par M. Vinck (n° 27).

Association des communes de l'arrondissement de Liège pour l'exploitation des lignes de tramways Est-Ouest. — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 29).

Voir *Territoire*. — *Impôts*. — *Fonds communal*. — *Fonds des communes*.

COMPAGNIE INTERCOMMUNALE BRUXELLOISE DES EAUX. — Intervention financière de l'État dans le coût des travaux et installations effectués par la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux, en vue de l'alimentation en eau potable de villes et communes de l'agglomération bruxelloise et des Flandres. — Rapport de la Commission, par M. Vinck (n° 28).

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT. — Projet de loi modifiant la loi du 20 juillet 1921 instituant la comptabilité des dépenses engagées (n° 71). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 73).

CONGO. — Projet de loi approuvant une ordonnance du Gouverneur général en date du 24 juin 1921, ouvrant un crédit supplémentaire au budget du Congo pour l'exercice 1921. — (n° 34). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 44).

Budget général des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1922 et dispositions diverses. — Projet de loi (n° 104). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Steenhault de Waerbeek (n° 113).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Proposition de loi revisant la loi du 15 mai 1910, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 30).

Institution d'un Conseil de prud'hommes à Philippeville. — Projet de loi (n° 165). — Rapport de la Commission, par M. Rongy (n° 171).

CONTRAT D'EMPLOI. — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem et amendements présentés par la Commission (n° 23). — Amendement présenté par M. le baron de Mévius (n° 51). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 164). — Rapport de la Commission, par M. Rutten (n° 172).

CONVENTIONS. — Voir *Traités*.

CRÉDITS. — Voir *Budgets*.

CRÉDITS A L'ÉTRANGER. — Régularisation des opérations couvertes par la garantie de l'État en vertu de la loi du 16 mars 1919. — Rapport de la Commission, par M. François (n° 60).

DÉTENTION PRÉVENTIVE. — Voir *Code de procédure pénale*.

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Projet de loi domaniale (n° 168). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 182).

DOMMAGES DE GUERRE. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

DOUANES. — Régime douanier spécial applicable à certaines marchandises originaires ou en provenance de l'Allemagne. — Projet de loi (n° 57). — Rapport de la Commission, par M. De Bast (n° 65).

Importation des viandes fraîches de porc. — Rapport de la Commission, par M. Mahieu (n° 83).

Droit d'entrée sur les essences légères dérivées des pétroles. — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 114).

Application de coefficients de majoration au taux des droits spécifiques. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 122).

DROIT DE TIMBRE. — Voir *Chasse*.

EAU POTABLE. — Voir *Compagnie Intercommunale bruxelloise des Eaux*.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Prorogation de la loi du 14 février 1919 autorisant certaines dérogations à la loi des 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Proposition de loi présentée par MM. Braun et consorts (n° 16). — Rapport de la Commission, par M. Dejace et amendements proposés par la Commission (n° 24). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 36). — Rapport de la Commission, par M. Dejace (n° 40).

Proposition de loi complémentaire de la loi du 10 mars 1922 autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, présentée par M. Dejace (n° 77). — Rapport de la Commission, par M. Dejace (n° 84). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 98). — Rapport de la Commission, par M. Dejace (n° 101).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État. — Projet de loi (n° 81). — Rapport de la Commission, par M. Remouchamps (n° 99).

Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État, présentée par M. Remouchamps (n° 191). — Rapport de la Commission, par M. Remouchamps (n° 203).

FÊTE NATIONALE. — Projet de loi substituant la date du 11 novembre à celle du 4 août comme fête nationale (n° 159). — Rapport de la Commission, par M. Mahieu (n° 170).

FONDS COMMUNAL. — Voir *Impôts*.

FONDS DES COMMUNES. — Projet de loi instituant ce fonds (n° 89). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 108). — Amendement présenté par MM. du Four et Limage (n° 145)

GUERRE DE 1914-1918. — Approbation de l'Accord franco-belge du 25 octobre 1921 relatif au règlement des conflits d'attributions en matière de réparation de dommages de guerre. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 17).

Légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. — Rapport de la Commission, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 19).

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs, à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 67).

Projet de loi modifiant l'article 17 des lois coordonnées du 19 août 1921, sur la réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre. — Rapport de la Commission, par M. E. Nolf et amendement présenté par la Commission (n° 68).

Proposition de loi modifiant l'article 37 de la loi du 24 juillet 1921, relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, présentée par M. E. Nolf (n° 69). — Rapport de la Commission, par M. Huisman Van den Nest et texte proposé par la Commission (n° 86).

Réparation des dommages de guerre survenus aux bâtiments de pêche à voiles en dehors du territoire belge. — Projet de loi (n° 157). — Rapport de la Commission, par M. E. Nolf (n° 177).

GUERRE DE 1914-1918. — Restauration agricole des terres dévastées (n° 148). — Rapport de la Commission, par M. de Kerchove d'Ousselghem (n° 176).

Projet de loi pour glorifier un Soldat belge inconnu, mort au cours de la Grande Guerre. — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n° 198).

HYPOTHÈQUES. — Salaires des conservateurs des hypothèques. — Projet de loi (n° 58). — Rapport de la Commission, par M. Van Cauwenbergh (n° 62).

IMPOTS. — Projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes (n° 88). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 141).

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 28 août 1921 portant création de nouvelles ressources fiscales (n° 134). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 146).

Projet de loi modifiant les articles 14 et 21 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920, relatives aux impôts sur les revenus (n° 87). — Rapport de la Commission par M. le baron de Mévius (n° 103).

Paiement des impôts dûs à l'État, aux provinces ou aux communes, lors de ventes ou mutations de meubles ou d'immeubles. — Proposition de loi présentée par M. Digneffe (n° 94).

LÉGITIMATION. — Voir *Guerre*.

LOUAGE DE SERVICES. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires des ouvriers, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 47).

LOYERS. — Projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers (n° 161). — Amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 183). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier et amendements proposés par la Commission (n° 184). — Amendements présentés par M. Wittemans, M. du Four, M. Poelaert et le comte Goblet d'Alviella (n° 187). — Amendements présentés par MM. Magnette et consorts (n° 188). — Amendement présenté par M. Royers (n° 189). — Amendements présentés par M. Vauthier (n° 190). — Rapport complémentaire par M. Vauthier et texte proposé par la Commission (n° 192). — Amendements présentés par MM. Poelaert et Delannoy au texte proposé par la Commission (n° 193). — Amendements présentés par M. Vauthier, M. du Four, le marquis Imperiali, M. Lebon, M. Jos. Nolf, M. Demerbe, M. Carnoy, M. Du Bois (n° 195). — Amendements au texte de la Commission présentés par le comte Goblet d'Alviella, MM. Deswarte et consorts, le Gouvernement, le chevalier de Vrière, le comte Goblet d'Alviella et consorts, M. Asou (n° 196). — Amendement présenté par M. Asou (n° 200). — Amendement présenté par M. Carnoy (n° 201). — Amendements présentés par MM. Liebaert et consorts, MM. Poelaert et consorts (n° 202). — Sous-amendement aux amendements du Gouvernement, présenté par M. Braun (n° 204).

MARCHANDISES ET VALEURS. — Prorogation partielle : 1^o De l'arrêté-loi du 7 novembre 1918, prorogé par les lois du 6 septembre 1919, du 27 juin 1920, du 10 juillet et du 31 décembre 1921, relatif à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs ainsi qu'au commerce des valeurs ; 2^o De l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complété par la loi du 11 octobre 1919, et prorogé par cette dernière loi, par la loi du 16 août 1920 et par celles des 10 juillet et 31 décembre 1921, réglementant l'alimentation de la population civile. — Projet de loi (n^o 14). — Rapport de la Commission, par M. Rongy (n^o 10).

Id. — Projet de loi (n^o 120). — Rapport de la Commission, par M. Du Bois (n^o 124).

MONNAIES. — Émission par le Trésor belge de jetons-bons monétaires. — Projet de loi (n^o 6). — Rapport de la Commission, par M. François (n^o 8).

Remboursement, dans un délai normal, des billets-monnaie émis par les communes pendant la guerre. — Rapport de la Commission, par M. Ryckmans (n^o 163).

NATIONALITÉ. — Acquisition et perte de la nationalité. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n^o 18).

NATURALISATION (Grande). — Projets de loi (n^{os} 45, 46). — Rapports (n^o 56) :

ALTMANN, Joseph.
BANK, Barthélémy-Corneille-Marie.
BIRENCWEIG, Manuel-Edmond.
BLAUT, Frédéric.
BOMSTEIN, Gerchone.
CHARMATZ, Jeczziel-Manoscha.
DE JONG, Isidore.
DE ROSSI, Amédée-Philibert-Jean.
DUMONT, Nicolas.
FREIDENBERG, David.
FRIEDMANN, Pinkus.
GORNOSTAIPOLSKY, Jean-Itsnok.
JOCHER, Désiré-Conrad-Corneille-Jean.
KLAASSEN, Corneille-Liévin.
KONIKOFF, Emmanuel.
KORTGES, Mathieu.
LEWY, Manfred.
MENALDA, Jean-Pierre.
MITELMAN, Joseph.
PINKERT, Henoch-Leib.
ROGIER, Pierre-Corneille.
ROTHHOOF, Jules.
SCHEUFELE, Jacques-Léonard.

SCHMITT, Alfred.
SELHORST, Norbert-Médard.
SWOLFS, François-Jean.
THYSSEN, Jean.
VAN WANROOIJ, Denis.
VINCENTELLI, François-Mario-Antoine-Vincent.
ZEIDLER, Julien.

NOTARIAT. — Voir *Code civil*.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Prorogation des mandats des magistrats consulaires. — Projet de loi (n° 147). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 175).

OUVRIERS MINEURS. — Voir *Caisse nationale autonome de retraite*.

PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Voir *Traités*.

PAIEMENT DES SALAIRES. — Voir *Louage de services*.

PALAIS DES BEAUX-ARTS. — Projet de loi approuvant la participation de l'État dans la formation de l'association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers aménagements consécutifs à cette participation (n° 169). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 174).

PENSIONS. — Proposition de loi accordant une pension à la dame Eve Dolmans, veuve de M. Charles Clément (ancien Sénateur), déposée par MM. Magnette et De Blicq (n° 35).

PENSIONS DE VIEILLESSE. — Projet de loi autorisant le paiement des arrérages échus de l'année 1921 de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920, à certains ayants-droit des bénéficiaires décédés (n° 13). — (Le rapport n'a pas été imprimé.)

Projet de loi modifiant diverses dispositions des lois sur les pensions de vieillesse (n° 52). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 64). — Amendement présenté par M. Lombard (n° 66).

Voir *Caisse nationale autonome de retraite*.

PÉTITIONS. — Pétitions sur lesquelles la Commission a statué. — Feuilleton au 13 juin 1922 (n° 93).

POIDS ET MESURES. — Projet de loi autorisant la perception de taxes de vérification en matière de poids et mesures et modifiant certains articles des lois du 1^{er} octobre 1855 et du 30 octobre 1903. — Rapport de la Commission, par M. Solau (n° 178).

POURSUITES. — Rapport de la Commission de la Justice sur la demande d'autorisation de poursuites à charge de M. le Sénateur De Visch, par M. Vauthier (n° 138).

PROFESSION D'AVOCAT. — Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession. — Rapport de la Commission, par M. Mosselman et amendements proposés par la Commission (n° 32).

PROVINCES. — Voir *Impôts*.

RAVITAILLEMENT. — Voir *Marchandises et Valeurs*.

RÉGIONS DÉVASTÉES. — Voir *Guerre*.

TAXE DE TRANSMISSION. — Voir *Impôts*.

TÉLÉGRAPHES. — Projet de loi prorogeant jusqu'au 31 décembre 1926 les dispositions de la loi du 1^{er} mars 1851 concernant les tarifs et règlements des correspondances télégraphiques (n° 33). — Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 42).

TERRITOIRE. — Érection de la commune de Caggevinne (Brabant). — Rapport de la Commission, par M. De Page (n° 53)

Érection de la commune d'Autgaerden (Brabant). — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 152).

Érection de la commune de Wolkrange (Luxembourg). — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 155).

Modification des limites séparatives de la ville de Liège et de la commune de Grivegnée. — Rapport de la Commission, par M. Asou (n° 154).

TITRES AU PORTEUR. — Voir *Guerre*.

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Arrangement modifiant la Convention intervenue le 24 juin 1891 entre la Belgique et l'Égypte. — Rapport de la Commission, par M. le duc d'Ursel (n° 20).

Convention conclue à Bruxelles, le 25 juillet 1921, entre la Belgique et le Grand-Duché du Luxembourg, et établissant une Union économique entre les deux pays. — Rapport de la Commission, par M. le chevalier Descamps (n° 37).

Convention internationale établissant le Statut définitif du Danube conclu à Paris, le 23 juillet 1921, entre la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la

République Tchéco-Slovaque, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie. — Rapport de la Commission, par M. Lafontaine (n° 55).

Convention monétaire additionnelle du 9 décembre 1921. — Rapport de la Commission, par M. Le Jeune (n° 74).

Convention conclue à Paris le 30 novembre 1921 entre la Belgique et la France, relativement à l'Assistance. — Rapport de la Commission, par M. le marquis Imperiali (n° 180).

TRAMWAYS. — Projet de loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés (n° 12). — Rapport de la Commission, par M. Royers (n° 15).

Id. — Rapport de la Commission, par M. le baron de Moffarts (n° 125).

TRAVAIL. — Proposition de loi portant modification à la loi du 2 juillet 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 48).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juillet 1901, réglementant le mesurage du travail des ouvriers, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 49).

Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 15 juin 1896, sur les règlements d'atelier, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 50).